

Régression Générale des Politiques Publiques

Prenant prétexte de « moderniser » les politiques publiques, Nicolas Sarkozy et François Fillon ont lancé leur projet connu sous le nom de code RGPP pour Révision Générale des Politiques Publiques. En fait de révision, il s'agit plutôt d'un immense plan de restriction et de rationnement des services publics, de leurs moyens et surtout de leurs personnels : moins d'enseignants, moins d'infirmières, moins de juges, moins de gardiens de la paix...

Loin de permettre la modernisation des services publics, cette réforme organise leur impuissance et prépare de nouveaux transferts vers le privé dans des domaines comme l'éducation, la santé, la culture.

Une machine de guerre contre les services publics

Au total, ce sont plus de 100.000 postes qui seront supprimés d'ici 3 ans. Toutes les politiques publiques sont touchées : à commencer par l'éducation nationale avec 11.000 postes cette année et 20.000 prévus en 2009. Dans l'administration fiscale, ce sont plus de 50% des effectifs qui seront supprimés à terme alors que les moyens manquent notamment pour réduire la fraude fiscale et sociale (40 milliards d'euros).

Partout, ce ne sont que restrictions, coupes sombres : 20 tribunaux de grande instance et 200 tribunaux d'instance sont supprimés, des hôpitaux et des maternités menacées de fermetures par dizaines, suppression d'un centre départemental de Météo France sur deux d'ici 2011... Et la liste s'allonge.

C'est le choix suicidaire d'un Etat-manchot, sans capacité d'intervention et de contrôle, d'un Etat paralysé au moment même où les ravages des politiques de déréglementation financière et de retrait de l'Etat de la sphère économique sautent aux yeux.

L'emploi attaqué, la fonction publique atomisée

En ne renouvelant pas un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, le gouvernement met en œuvre un « plan social » d'ampleur inégalée avec des conséquences lourdes sur l'emploi. Et Sarkozy ne se contente pas de stigmatiser les fonctionnaires à longueur de discours en les présentant comme des « ronds de cuirs », il s'attaque également à leur statut.

Au moment même où montent dans notre peuple la revendication de sécurisation des parcours professionnels et le rejet de toutes les formes de souffrance au travail, la RGPP sonne aussi comme un curieux retour en arrière fait de précarité, d'arbitraire, de pressions insupportables sur les fonctionnaires : c'est le sens du projet de loi sur la mobilité et le parcours professionnels des fonctionnaires, avec ses dispositifs de départ volontaire et plus grave de licenciements secs.

Dogmatisme néo-libéral

En faisant le choix de l'alignement sur le pacte de stabilité européen, en cherchant à s'attirer les grâces de la toute puissante BCE, en optant pour une déréglementation à tout crin, c'est le cœur du pacte républicain qu'attaque le gouvernement.

C'est profondément un choix idéologique : celui du libéralisme contre l'efficacité économique et sociale à laquelle contribue activement les services publics.

C'est profondément un choix de classe : celui du capital financier contre ce patrimoine commun que sont les services publics.

Le dogmatisme, ça suffit ! Non, les services publics ne sont pas une charge. Ils sont un atout, un moteur actif tant de l'épanouissement de chacun-e que du développement et du progrès scientifique, culturel, économique et social de la Nation toute entière.

Aussi, le parti communiste français adresse son soutien sans réserve aux luttes revendicatives en cours parmi les fonctionnaires mais au-delà dans l'ensemble de notre peuple. Et il réaffirme ses propositions visant à garantir et moderniser un service public apte à répondre à l'urgence d'un type nouveau de démocratie et de développement social.

Parti Communiste Français – 6 juin 2008

Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens pour changer les politiques en France et en Europe

Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français

Je décide d'être membre du Parti communiste français

Je verse _____ euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Prénom et nom : _____ Adresse : _____

Téléphone : _____ Courrier électronique : _____

Renvoyer à : Parti communiste français - 2 pl. du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19 / T : 01 40 40 12 12 / @ : pcf@pcf.fr - W : www.pcf.fr